

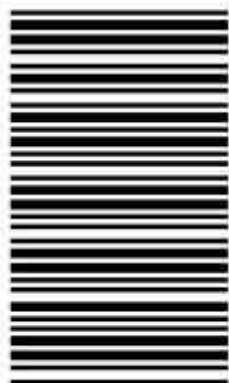
211

B

نام:

نام خانوادگی:

محل امضاء:



211B

عصر چهارشنبه

۹۳/۱۱/۱۵



جمهوری اسلامی ایران
وزارت علوم، تحقیقات و فناوری
سازمان سنجش آموزش کشور

اگر دانشگاه اصلاح شود، مملکت اصلاح می‌شود.

امام خمینی (ره)

آزمون ورودی دوره‌های کارشناسی ارشد ناپیوسته داخل - سال ۱۳۹۴

زبان فرانسه

مجموعه حقوق - کد ۱۱۲۶

عنوان مواد امتحانی، تعداد و شماره سوال‌ها

ردیف	مواد امتحانی	تعداد سوال	از شماره	تا شماره
۱	متون حقوق به زبان فرانسه	۳۰	۱	۳۰

این آزمون نمره منفی دارد.
استفاده از کتاب قانون مجاز نمی‌باشد.

بهمن ماه - سال ۱۳۹۳

حق چاپ، تکثیر و انتشار سوالات به هر روش (الکترونیکی و ...) پس از برگزاری آزمون، برای تمامی اشخاص حقیقی و حقوقی تنها با مجوز این سازمان مجاز می‌باشد و با متخلفین برابر مقررات رفتار می‌شود.

- 6- L'audit est la procédure d'audition dans un domaine comptable, fiscal, juridique, ou social confiée à un professionnel dénommé quelquefois auditeur, dont la mission est de contrôler l'opportunité d'un projet ou la conformité à la loi, d'un acte ou d'une série d'actes juridiques et d'en faire rapport.

III – Complétez le texte suivant à l'aide des réponses proposées (7-12):

Le droit (0) international public peut se définir comme l'ensemble des règles de droit régissant les rapports entre les (7) de la société internationale que sont les Etats, les organisations internationales et exceptionnellement les individus.

Par les (8) qu'ils posent, le droit international est un facteur d'organisation sociale; il permet de limiter l'anarchie dans les relations internationales en assurant la (9) entre les Etats d'une part et la satisfaction des intérêts (10) d'autre part. La formule de «droit international» implique l'existence d'une société internationale (11) de la société nationale, et délimite le champ d'application du droit international et du droit (12).

- 0- 1) *Le droit* 2) *La loi* 3) *Le décret* 4) *Le code*
- 7- 1) objets 2) sujets 3) êtres 4) personnes
- 8- 1) conventions 2) coutumes 3) habitudes 4) normes
- 9- 1) la coexistence 2) la coïncidence
3) l'accompagnement 4) le rapport
- 10- 1) individuels 2) impersonnels
3) communs 4) conjoints
- 11- 1) distincte 2) différente 3) divergente 4) uniforme
- 12- 1) civil 2) privé 3) intérieur 4) interne

IV – Lisez le texte suivant et répondez aux questions 13 à 18:

En France, l'initiative de la loi appartient au premier ministre ou aux parlementaires. Le cas le plus fréquent est celui du projet de loi. Son adoption par le Conseil des ministres est précédée d'un examen par le Conseil d'Etat, qui donne un avis. Le projet est ensuite déposé à l'Assemblée nationale ou au Sénat. Il est discuté en séance publique et modifié par des amendements, d'origine parlementaire ou gouvernementale. Pour être adopté, le projet doit être approuvé par les deux assemblées. En cas de désaccord entre elles, les deux chambres peuvent continuer à se renvoyer un texte infiniment. Le gouvernement peut alors réunir une commission mixte paritaire, composée de sept députés et de sept sénateurs et chargés de mettre au point un texte commun. Si le désaccord persiste, le gouvernement demande à l'Assemblée nationale de statuer seule et définitivement. Avant d'être promulguée par le Président de la République et d'entrer en application, la loi peut être soumise au Conseil constitutionnel, qui vérifie qu'elle est bien conforme à la Constitution.

- 13- **Le Premier ministre**
- 1) promulgue la loi
 - 2) a l'initiative de la loi
 - 3) adopte le projet de loi
 - 4) met au point un texte commun
- 14- **examine le projet de loi et donne son avis.**
- 1) Le Conseil d'Etat
 - 2) Le premier ministre
 - 3) L'Assemblée nationale
 - 4) Le Président de la République
- 15- **Signalez le contraire de l'expression en italique: Le projet est discuté en séance publique.**
- 1) en séance clandestine
 - 2) en séance tenante
 - 3) en séance privée
 - 4) en séance secrète
- 16- **Que signifie *amendement* dans le texte ?**
- 1) ratification d'un texte
 - 2) clarification d'un texte
 - 3) interprétation d'un texte
 - 4) modification proposée à un texte
- 17- **Indiquez le contraire de *promulguer*:**
- 1) édicter
 - 2) répandre
 - 3) abolir
 - 4) désapprouver
- 18- **Cochez la proposition INCORRECTE:**
- 1) Le Conseil d'Etat examine la loi avant son adoption par le Conseil des ministres.
 - 2) Le Conseil constitutionnel vérifie la conformité de la loi à la Constitution.
 - 3) L'adoption de la loi se fait par les députés du sénat.
 - 4) Le président de la République promulgue la loi.

V – A l'aide des articles de la loi reproduits ci-dessus, répondez aux questions 19 à 24:

Propriété industrielle

II- Brevets d'invention

Art. 611-1. Toute invention peut faire l'objet d'un titre de propriété industrielle délivrée par le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle qui confère à son titulaire ou à ses ayants cause un droit exclusif d'exploitation.

Art. 611-2. Les titres de propriété industrielle protégeant les inventions sont: 1. Les brevets d'invention, délivrés pour une durée de vingt ans à compter du dépôt de la demande; 2. Les certificats d'utilité, délivrés pour une durée de six ans à compter du jour de dépôt de la demande.

Art. 611-10. Sont brevetables les inventions nouvelles impliquant une activité inventive et susceptibles d'application industrielle.

Art. 613-8. Les droits attachés à une demande de brevet sont transmissibles en partie ou en totalité. Ils peuvent faire l'objet d'une concession de licence d'exploitation, exclusive ou non exclusive.

Art. 615-1. Toute atteinte portée aux droits du propriétaire du brevet constitue une contrefaçon. La contrefaçon engage la responsabilité civile de son auteur.

- 19- **Pour protéger l'inventeur, la loi lui un titre.**

- 1) octroie
- 2) attribue
- 3) destine
- 4) soumet

- 20- Ce titre de industrielle donne à l'inventeur un droit d'exploitation exclusive.
1) parrainage 2) propriété 3) l'invention 4) possession
- 21- Cochez la phrase NON conforme au texte:
1) La loi protège le breveté contre les contrefaçons.
2) On peut hériter d'un droit de propriété industrielle.
3) Pour protéger l'intérêt public, le droit d'exploitation n'est valable que pour une durée déterminée.
4) Les dommages matériels ou moraux au droit d'exploitation n'engagent pas la responsabilité de son auteur.
- 22- Il est INTERDIT aux tiers d'exploiter brevetée.
1) la marque 2) la demande 3) l'invention 4) la production
- 23- Les certificats d'utilité sont délivrés pour une durée de vingt ans, après de la demande.
1) l'allégation 2) la délivrance 3) l'assignement 4) le dépôt
- 24- Indiquez le sens de concession de licence dans l'Art. 613-8:
1) restriction de la liberté 2) donner le droit d'utiliser
3) cession de privilège 4) renoncer à un droit

VI – Lisez le texte suivant et répondez aux questions 25 à 30:

La Cour de cassation a approuvé en tous points la Cour d'appel de Rennes qui avait réduit d'autorité la créance d'une banque estimant que cette dernière avait prêté de l'argent à un ménage qui n'en avait pas les moyens.

En 2009, le Crédit Immobilier avait en effet prêté 51 527 euros à un foyer dont les revenus mensuels s'élevaient à 1 600 euros pour l'achat d'un terrain et la construction d'un pavillon. Les emprunteurs n'ayant pu rembourser, le Crédit Immobilier avait saisi la maison dont la vente n'avait rapporté que 24 086 euros. Le 10 février 2013, la Cour d'appel avait décidé de réduire à 7 622 euros la créance restant due au Crédit Immobilier, qui s'était pourvu en cassation.

L'article 12 de la loi sur le surendettement des ménages permet aux tribunaux de prendre ce type de mesure. Cela arrive régulièrement, mais il est rare qu'on aille jusqu'à la cassation.

- 25- Dans cette affaire, la Cour de cassation l'arrêt d'appel.
1) confirme 2) casse 3) infirme 4) modifie
- 26- D'après la Cour de cassation, la banque a commis une
1) négligence 2) injustice 3) fraude 4) erreur
- 27- Après cette décision de la Cour de cassation, il reste aux emprunteurs à payer
1) 24 086 euros 2) 22 867 euros 3) 7 622 euros 4) 1600 euros
- 28- Les tribunaux sont amenés à réduire la dette des ménages surendettés.
1) très rarement 2) assez souvent
3) par intervalles 4) occasionnellement

29- A la fin du 2ème paragraphe, le verbe s'était pourvu signifie:

- 1) porter plainte.
- 2) avoir un privilège.
- 3) fournir des documents.
- 4) recourir à une juridiction supérieure.

30- Accorder créance à quelqu'un signifie:

- | | |
|------------------------------------|---------------------------|
| 1) lui accorder de la crédibilité. | 2) accréditer son compte. |
| 3) lui accorder un prêt. | 4) le recommander. |

